

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: 130 (1985)
Heft: 1

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344573>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

La kremlinologie, c'est comme qui dirait l'adrénaline de la politique mondiale: l'une comme l'autre a ses poussées. Il a suffi que se rende à Londres M. Gorbatchev, qui a l'originalité d'être de vingt ans plus jeune que la moyenne du Politburo, puis que meure le maréchal Oustinov, ministre soviétique de la Défense, aussitôt remplacé par un autre maréchal, militaire celui-ci, que personne n'attendait, pour que les connaisseurs occidentaux s'excitent à la pensée que quelque chose était en train de changer à Moscou, qui allait influencer la négociation stratégique russo-américaine en relance à Genève. Comme si l'immuable machine du parti communiste de l'URSS pouvait cesser de s'articuler sur elle-même, de sécréter les mêmes pouvoirs et de se subordonner les mêmes forces et les mêmes produits, de l'armée rouge au blé vert, de la doctrine d'Etat à l'Etat satellite.

Le système restant fatalement ce qu'il est, sous peine de se suicider, la confrontation entre le vétéran Gromyko et son homologue américain Shultz, reprise ce mois-ci, doit donc ressembler à ce qu'elle fut déjà: une rivalité dans la puissance. Tout au plus peut-on penser que, cette fois, le litige sera abordé dans l'ensemble de ses éléments, puisque les négociations partielles — euromissiles, armements dits stratégiques, forces classiques en

Europe — n'ont abouti à rien. Il semble cependant que, sur le plan de la propagande tout au moins, l'accent soit mis d'ores et déjà sur la fameuse «guerre des étoiles» que concocterait l'affreux R.R. Il faut donc rappeler ce qu'il en est, qui n'est pas tout simple.

*

* *

En mars 1983, le président Reagan rendait publique l'élaboration, pour les années 2000, d'un système dit *High Frontier* fondé sur des technologies encore en développement et devant permettre aux Etats-Unis d'abord de détecter tout lancement de missiles grâce à des satellites fixes d'observation, et ensuite d'intercepter et de détruire ces missiles par des armes non nucléaires lancées par des satellites «subordonnés». Le projet, en apparence, n'aurait pas dû inquiéter les Russes, d'autant moins que M. Reagan leur offrait de partager les expériences en la matière. Mais, à Moscou, on comprit bien que, si les Américains réussissaient dans une entreprise échappant à l'accord de 1972 sur la limitation des antimissiles nucléaires, cela assurerait aux Etats-Unis la survie de leurs propres missiles intercontinentaux, et donc leur capacité de riposte nucléaire massive. Subsidiatement, les Européens se

demandèrent, et se demandent encore, si une Amérique dispensée par une capacité de défense quasi totale d'entretenir la menace d'une rétorsion nucléaire n'en viendrait pas à laisser tomber une force de dissuasion qui protège ses alliés cisatlantiques.

D'autre part, Russes et Américains sont depuis des années, comme on sait, en compétition dans la recherche de satellites capables d'en détruire d'autres, un domaine dans lequel Washington est convaincu que l'URSS a pris de l'avance. Enfin, le 10 juin dernier, les Etats-Unis ont démontré par l'expérience qu'une fusée sans charge nucléaire pouvait atteindre une ogive balistique dans l'espace extra-atmosphérique, ce qui remet en question toute la stratégie nucléaire.

A partir de ces données, on pouvait s'expliquer la proposition, avortée, faite l'été dernier par l'URSS qui souhaitait ouvrir en septembre une négociation sur la démilitarisation de l'espace, laquelle a fait l'objet d'un traité de 1967, mais avec deux objectifs précis: l'interdiction des armes anti-satellites, et celle de toutes armes «conventionnelles, nucléaires ou lasers» dans cet espace. Là-dessus, on a appris, au grand déplaisir du Pentagone, que la prochaine navette spatiale devrait mettre ce mois sur orbite, à la verticale du territoire soviétique, le plus puissant des satellites géostationnaires d'observation, ce qui veut dire que la première partie du programme *High Frontier* est en voie de réalisation.

N'y aurait-il que ces problèmes d'avenir que MM. Shultz et Gromyko auraient déjà du pain sur la planche. Mais il n'y a pas que cela, car l'abaissement, souhaitable et possible, du plafond des armements nucléaires stratégiques reste en discussion; car, à voir les atterrissements de la Belgique et de la Hollande, l'URSS peut encore espérer freiner l'implantation des euroromissiles face à ses SS-20; car, aux étages inférieurs, le rajeunissement de l'armement nucléaire «de théâtre» du Pacte de Varsovie comme le développement de son aviation tactique vont bon train cependant que, dans l'autre camp, on tergiverse non sur le principe généralement admis d'un renforcement des moyens de la défense classique, mais sur son application.

*
* *

Que la «guerre des étoiles» relaie pour un temps «l'holocauste nucléaire» dans une hantise populaire bien mise en condition, on doit donc s'y attendre. Ce qui compte pourtant seul, c'est l'impact sur terre, là où se versent réellement le sang, la sueur et les larmes. Considéré de ce point de vue, l'avenir immédiat se fait encore dans les grandes crises humaines, celle de la faim et surtout celle de la liberté, et dans les conflits au ras du sol, vivaces et envahissants comme le chiendent en ce début d'année. Le plus grave et le plus lourd d'enjeu est et reste celui de l'Afghanistan; il s'agit

d'un double défi: celui de l'URSS spéculant d'expérience sur l'inertie du monde libre, celui d'un petit pays bravant contre toute logique le plus puissant des agresseurs. Au cinquième anniversaire de l'invasion, cet agresseur n'invente rien de plus que le recours aux atrocités, dans le dessein de couper la résistance de ses ressources humaines et matérielles. Il n'empêche que celle-ci reste capable des plus vigoureux coups de main, et qu'elle commence à tirer bon parti du modeste armement antiaérien que lui procure depuis peu une contrebande d'Etat encore honteuse, mais néanmoins efficace.

A l'imitation de son protecteur soviétique, le Vietnamien occupant du Cambodge s'efforce actuellement de liquider la résistance khmère dans le secteur le plus visible de l'extérieur, celui qui confine au territoire thaïlandais; il a eu du succès en début d'année. Il restera à voir dans quelle mesure cela peut entraver l'action d'une guérilla nationaliste qui, depuis plusieurs mois, étend ses petites opérations vers l'intérieur, sur les voies de communication, sur les centres urbains, sur les régions de culture et de pêche. Tout porte cependant à croire que le conflit indochinois, comme l'afghan, restera militairement localisé, les inquiétudes et l'intérêt des Grands se portant momentanément ailleurs. En Extrême-Orient, les forces de combat s'observent et se frôlent, mais chacune doit compter avec la part d'inconnu que contiennent les

attitudes de la Chine et du Japon, sans parler des Philippines. L'Inde, pour sa part, peut être taxée d'énorme fragilité mais, à moins d'une imprudence de son nouveau Gandhi, ni le vieux litige du Cachemire, ni le faux péril pakistanais, ni les affrontements du Sri Lanka entre Tamouls et Cinghalais ne risquent de l'entraîner dans un conflit extérieur.

Quant au destin de la Nouvelle-Calédonie, c'est encore une affaire française. Mais il faut bien voir que l'abandon d'un archipel riche en nickel, entouré de fonds marins utiles et situé en quelque sorte au bout du monde occidental, ne serait pas sans conséquences sur la stratégie dont l'océan Pacifique est l'enclos et l'enjeu, tant il est vrai que les places vides se prennent. De ce point de vue, on doit s'étonner de l'attitude du président Mitterrand récusant, pour des raisons politiques qu'il ne nous appartient pas d'apprécier ici, «la force injuste» d'une loi dont il est le garant selon la Constitution, alors qu'il s'était montré par ailleurs si ferme lorsqu'il s'agissait d'affirmer la force nucléaire de la France et de justifier le rééquilibrage atomique par l'OTAN. De même peut-on comprendre l'anxiété qui a saisi les amis africains de la France à voir le président de la République, qui avait barré aux Libyens l'accès au sud du Tchad, faire crédit aux bonnes paroles du colonel Kadhafi qui, pour s'être réconcilié avec le roi du Maroc au grand dam de l'Algérie et de son protégé, le Front Polisario revendi-

quant le Sahara occidental, n'en a pas pour autant renoncé, que l'on sache, à nourrir le terrorisme antioccidental. Si Paris a parié sur une conversion possible de Tripoli, le pari est à tout le moins risqué. Car les Libyens restent présents dans la bande d'Aouzou, au nord du Tchad, à partir de laquelle ils peuvent à tout moment repartir vers le sud avec l'avantage du temps, les Français n'ayant conservé dans les pays limitrophes que la valeur d'un détachement d'avant-garde et quelques moyens aériens de reconnaissance et d'intervention.

*
* *

Rien n'est donc tranché dans cette partie de l'Afrique. Il faut en dire autant du Proche et du Moyen-Orient. Non seulement parce que la guerre irano-irakienne va son vieux bonhomme de chemin, avec accent momentané sur le Golfe où les pétroliers laissent des plumes sans que le ravitaillement du monde industriel en soit vraiment compromis et sans que

Téhéran, comme prévu, se hasarde à mettre ses menaces de blocus à exécution. Mais encore parce que la manœuvre en retraite d'Israël au Liban et la lente reconquête du Sud par l'armée de Beyrouth laissent entier le vrai problème, qui est celui de l'occupation d'une partie du Liban par l'armée syrienne. Aussi longtemps que cette occupation continuera, avec pour Damas la faculté de relancer ou d'immobiliser à sa guise la machine arafatienne, satellite de fait, la sécurité d'Israël restera en danger, et le risque d'une reprise de la guerre subsistera. Cette guerre est en sursis. Tout le monde le sait, personne ne veut le savoir. Alors on parle concertation israélo-jordanienne sur la Judée et la Samarie, garanties de sécurité au Sud-Liban, résolution de l'ONU — quelle dérision! — redéploiement de Casques bleus et Dieu sait quoi encore. Il faut craindre que les réalités un jour se vengent et ne fassent effondrer un château de cartes qui n'abrite que des rêveries diplomatiques.

J.-J. C.